



Lutter pour une sécurité sociale forte est aussi une lutte féministe !

La Marche Mondiale des Femmes (MMF) est un réseau mondial féministe de lutte contre la pauvreté et la violence envers les femmes. En Belgique, il est composé d'une soixantaine d'associations (organisations de femmes, syndicats, ONG, campagnes). À l'occasion du 8 mars 2020, Journée Internationale de lutte pour les droits des femmes, nous manifesterons pour dénoncer l'affaiblissement de la sécurité sociale, la privatisation et la marchandisation des services publics. Nous prôtons, notamment, une protection sociale renforcée et des services publics de qualité au bénéfice de toutes et de tous.

Sans sécurité sociale, il y aurait trois fois plus de personnes pauvres en Belgique ! La sécurité sociale est née il y a 75 ans suite à une lutte acharnée de travailleuses et travailleurs. Elle a pour but de couvrir les risques de la vie, ainsi que les charges de maternité et les charges familiales en s'appuyant sur le principe de solidarité, afin que cela ne retombe pas uniquement sur le dos des individus et de leurs familles. Elle a, entre autres, créé les bases d'une plus grande indépendance des femmes.

Ce système est cependant sous pression depuis plusieurs décennies et même asphyxié depuis le début de la crise de 2008. Des droits, comme les allocations de chômage, ont été fortement entamés et les attaques contre le statut de "cohabitant" l'ont rendu encore plus problématique. Ce statut a été introduit en 1980 et visait à réaliser des économies en limitant les allocations suite à l'augmentation du nombre de femmes sur le marché du travail. La dégradation de ce statut par les gouvernements Di Rupo puis Michel qui ont imposés à de plus en plus de personnes (tout particulièrement des femmes et des jeunes) de dépendre encore plus de leurs partenaires ou de leurs parents. Ce qui limite sévèrement les choix qu'elles peuvent faire.

A politique inchangée, le déficit de la sécurité sociale s'élèvera à 6,4 milliards d'euros d'ici 2024. Ce n'est pas le fruit du hasard, cela fut organisé de manière très consciente. Et l'idée selon laquelle la régionalisation de la sécurité sociale la renforcerait n'est qu'un mythe. Les allocations familiales, qui relèvent désormais de la compétence régionale, ont diminué dans toutes les régions !

Les cotisations patronales sont passées de 33% à 25%, mais les emplois sont toujours plus précaires (temporaires, à temps partiel, bas salaires). Cela conduit de plus en plus de travailleuses et travailleurs – et encore plus les femmes et les jeunes – vers la pauvreté. L'écart des pensions sont de 26%. En Belgique, le salaire minimum ne permet pas de vivre dignement (9,65€ brut/h). Les 10% d'emplois les moins bien rémunérés sont occupés à 70% par des femmes. Ce cercle vicieux, il faut le briser. Ces mesures constituent un acte de violence économique fait aux femmes. Tout au long de leur carrière, les femmes sont confrontées aux violences économiques, ce qui accroît les risques d'autres formes de violences.

Parallèlement, les coupes budgétaires empêchent le développement de structures nécessaires comme l'accueil de la petite enfance, les services aux personnes malades ou handicapées, les aides familiales, etc. ; cela a une conséquence directe sur le temps dont dispose les femmes. Toutes les tâches que les femmes assument dès lors gratuitement - et sans reconnaissance - ne leur permettent pas d'acquiescer une réelle indépendance économique. Marie raconte : *« J'avais commencé à étudier pour devenir aide-soignante et gagner mieux ma vie, mais le traitement de la maladie de mon fils était trop cher pour nous... J'ai dû arrêter mes études pour m'occuper de lui à temps plein, et j'ai trouvé un boulot de serveuse le soir, lorsque mon compagnon peut prendre la relève à la maison. Je suis crevée et un peu malade, mais à choisir entre le traitement de mon fils et le mien, le choix est vite fait ! »*

Ainsi comme les droits des femmes, la sécurité sociale a été acquise par la lutte. Mais sous le capitalisme, toute conquête sociale reste vulnérable et temporaire. Défendre et étendre la protection sociale exige une lutte collective. Pour assurer la pérennité de cet acquis, il faut penser un autre système dont le socle sera de satisfaire les besoins de l'ensemble de la population dans sa diversité.

- Pour des investissements publics massifs dans les services publics afin de prendre en charge le travail domestique non rémunéré et permettre aux parents de concilier vies familiale et professionnelle.
- Pour des investissements publics massifs dans les soins de santé, en ce compris la santé sexuelle et reproductive des femmes.
- Pour un salaire horaire brut de minimum 14€ et une pension de 1500 net/mois (y compris pour les carrières avec interruption ou à temps partiel).
- Pour une réduction collective du temps de travail sans perte de salaire et avec embauches compensatoires.
- Pour l'individualisation des allocations sociales et l'augmentation de leurs montants au-delà du seuil de pauvreté !

Tant que toutes les femmes ne seront pas libres, nous serons en marche !

Le dimanche 8 mars, la Marche Mondiale des Femmes – un réseau mondial regroupant une série d'associations, de syndicats (FGTB, CSC, ...) et de campagnes – organise une grande manifestation à l'occasion de la Journée internationale de lutte pour les droits des femmes. Celle-ci démarrera à 14h de la gare de Bruxelles-Central (Carrefour de l'Europe). Elle marquera également les 20 ans de la Marche mondiale des Femmes.

Événement Facebook : <https://www.facebook.com/events/574330119816850/>

mmfwvm@gmail.com